



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2022-76
Séance du 7 décembre 2022 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-deux, le sept décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Théo Briane, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Didier Huber, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Joël Salgues, Filipe Serra
Mmes Frédérique Berard, Elodie Joannot, Romane Palau, Paloma Pervent, Fanny Suau, Irène Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Sylvain Deyrat pouvoir à M. Didier Huber, Mme Laurence Enjalbert pouvoir à Mme Paloma Pervent, M. Jean-René Oudinot pouvoir à M. Michel Perez, Mme Brigitte Torrandell pouvoir à Elodie Joannot, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard

Absents : Mme Nathalie Balsan

Ne prends pas part au vote : M. Philippe Lenoir

Secrétaire de séance : M. François Petit

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 16

Absents : 2

Procurations : 5

Votants : 20

Ne prends pas part au vote : 1

Date de convocation et affichage

2 décembre 2022

Objet : Convention de mission d'accompagnement pour la requalification des espaces publics du centre ancien : autorisation de signature

M. le maire donne la parole à M. Philippe LENOIR, adjoint délégué à l'urbanisme qui rappelle que la commune est adhérente au Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) qui est un organisme de mission de service public à disposition des collectivités qui peuvent le consulter sur tout projet d'urbanisme, d'architecture ou d'environnement.

M. Philippe LENOIR informe que la commune souhaite s'engager dans une démarche de réflexion préalable à la requalification de l'espace public du centre ancien pour l'amélioration du cadre de vie. En effet, ce dernier présente des qualités patrimoniales, urbaines et architecturales remarquables à mettre en valeur par des aménagements adaptés. De plus, la qualité d'usage peut aussi être nettement améliorée, notamment aux abords des commerces et des équipements publics.

Une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage sera passée avec Montpellier Méditerrané Métropole, pour la requalification des espaces publics du centre ancien.

M. Philippe LENOIR précise qu'il convient de passer une convention avec le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement pour une mission d'accompagnement de la commune dans la définition de ses actions d'amélioration du cadre de vie.

Le CAUE accompagnera la commune dans la mise en place d'une mission de maîtrise d'œuvre urbaine avec une étude préliminaire qui fixe la stratégie globale et statue sur les périmètres et phasages opérationnels à considérer prioritaires.

Pour mettre en place la mission de maîtrise d'œuvre urbaine, le CAUE accompagne la commune dans sa démarche pour :

- l'élaboration du cahier des charges pour la mission de maîtrise d'œuvre urbaine,
- la consultation d'une équipe de maîtrise d'œuvre urbaine,
- le suivi de la mission de maîtrise d'œuvre urbaine.

La présente convention est conclue pour une durée de douze mois. L'intervention est à la charge du CAUE, la commune devra renouveler son adhésion au CAUE pour 2023.

M. Philippe LENOIR donne lecture de la convention présentée et donne la parole aux élus qui le souhaitent.

Le conseil municipal, après discussion, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité :

- se prononce favorablement sur la convention présentée,
- donne pouvoir à M. le maire pour signer la convention présentée et tous les documents relatifs à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 7 décembre 2022.

Roger CAIZERGUES
Maire



François PETIT
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État.
Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application Informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 1.7.6